



Montpellier, le 27 AVR. 2023

Affaire suivie par : JG
Téléphone : 04 67 61 61 61
Mél : pref-collectivites-locales@herault.gouv.fr

**Arrêté préfectoral n° 2023-04-DRCL-0158 portant ouverture d'une enquête publique préalable
à la Déclaration d'Intérêt Général au titre de l'article L211-7 du code l'environnement concernant le
plan d'entretien et de gestion du bassin versant de la Boyne 2022-2027,
sur le territoire de la Communauté de Communes du Clermontais**

Le Préfet de l'Hérault

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté préfectoral n°2022-09-DRCL-0357 du 14 septembre 2022 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

VU la délibération du 8 mars 2022 par laquelle le conseil communautaire du Clermontais approuve le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général relative au plan d'entretien et de gestion du bassin versant de la Boyne 2022-2027, sur son territoire, et sollicite l'ouverture de l'enquête publique ;

VU le dossier présenté par la Communauté de Communes du Clermontais pour être soumis à la procédure d'enquête publique ;

VU le courrier du Service Eau Risques et Nature, pôle eau, de la Direction départementale des territoires et de la mer jugeant le dossier complet et régulier ;

VU la décision n° E23000019/34 du 23 février 2023 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Jean-Pierre CHALON en qualité de commissaire enquêteur ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Il sera procédé du mardi 30 mai 2023 à 9h00 au vendredi 30 juin 2023 à 17h00 soit durant 32 jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande de déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement, présentée par la Communauté de Communes du Clermontais, dans le cadre du plan d'entretien et de gestion du bassin versant de la Boyne 2022-2027.

Cette déclaration d'intérêt général permettra à la Communauté de Communes du Clermontais d'intervenir pour des travaux d'entretien et de restauration sur les cours d'eau du bassin versant de la Boyne, sur les communes de Cabrières, Fontès, Mourèze, Péret et Valmascle.

ARTICLE 2 : La personne responsable auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est Mme Lucie MOREAU, Cheffe de projet GEMAPI :

Tél : 080529575 - mèl : eau.assainissement@cc-clermontais.fr

ARTICLE 3 : Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Jean-Pierre CHALON.

ARTICLE 4 :

Dossier d'enquête :

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier comprenant notamment, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, seront déposés et consultables du mardi 30 mai 2023 à 9h00 au vendredi 30 juin 2023 à 17h00 :

- à la mairie de Fontès, siège de l'enquête, les horaires d'ouverture sont :
 - . Lundi et mercredi : de 9h00 à 12h00
 - . Mardi : de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
 - . Jeudi et vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 14 h00 à 17h00
- sur le site internet du registre dématérialisé, au lien suivant :
<https://www.democratie-active.fr/restauration-entretien-boyne-cc-clermontais/>
- sur le site Internet des services de l'État dans l'Hérault au lien suivant :
<http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, 34 place des martyrs de la résistance à Montpellier, sur rendez-vous au 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête, du mardi 30 mai 2023 à 9h00 au vendredi 30 juin 2023 à 17h00.

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Fontès, siège de l'enquête, aux horaires susvisés,
- par correspondance au commissaire enquêteur, monsieur Jean-Pierre CHALON,
plan d'entretien et de gestion du bassin versant de la Boyne 2022-2027
Mairie
11 Bd de la République
34320 FONTES
- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :
restauration-boyne-clermontais@democratie-active.fr

Le commissaire enquêteur recevra les observations et propositions du public à la mairie de Fontès, à l'adresse citée ci-dessus, lors de ses permanences aux dates et horaires suivants :

- Mardi 30 mai 2023 de 9h00 à 12h00
- Jeudi 8 juin 2023 de 14h00 à 17h00
- Mardi 20 juin 2023 de 9h00 à 12h00
- Vendredi 30 juin 2023 de 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

ARTICLE 5 :

Publicité sur site et en mairies : Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée et sauf impossibilité, il sera procédé par les soins du maître d'ouvrage, à ses frais, à l'affichage de l'avis annonçant cette enquête au public, dans le voisinage de l'opération, et visible de la voie publique. Ces affiches seront conformes aux prescriptions fixées par les articles L123-10 et R123-11 du Code de l'environnement et aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Les mairies de Cabrières, Fontès, Mourèze, Péret et Valmascle devront afficher l'avis d'enquête dans les mêmes délais sur les tableaux d'information du public prévus à cet effet.

Publicité dans la presse : Cette enquête sera également annoncée, quinze jours au moins avant son ouverture par les soins du Préfet de l'Hérault et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Hérault et rappelée au plus tard dans les huit premiers jours de l'enquête.

Publicité sur le site internet : Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée, l'avis au public sera publié sur le site Internet des services de l'État www.herault.gouv.fr

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai fixé à l'article 1 ci-dessus, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Il rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet.

ARTICLE 7 : Le commissaire enquêteur transmettra l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées à la préfecture de l'Hérault – Direction des Relations avec les Collectivités Locales – Bureau de l'Environnement, 34 place des Martyrs de la Résistance 34062 Montpellier cedex 2.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique à la Direction départementale des Territoires et de la Mer, services eaux risques et nature et à la mairie de Fontès.

Ils seront également déposés sur le site Internet des services de l'État dans l'Hérault <http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2> durant le même délai.

ARTICLE 8 : A l'issue de l'enquête publique la décision prise par le Préfet de l'Hérault susceptible d'intervenir est la Déclaration d'Intérêt Général au titre de l'article L211-7 du code l'environnement concernant le plan d'entretien et de gestion du bassin versant de la Boyne 2022-2027, présenté par la Communauté de Communes du Clermontais.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault, le Président de la Communauté de communes du Clermontais, les maires des communes de Cabrières, Fontès, Mourèze, Péret et Valmascle, et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Frédéric POISOT